



Le plan-plan de relance

Jacques Littauer, *Charlie Hebdo*, 3 septembre 2020

Présenté jeudi 3 septembre en grande pompe, le plan de relance du gouvernement promet plein de pognon pour l'avenir radieux d'une France qui deviendra alors « plus écologique, plus compétitive, plus sociale ». Défense de rire.

Le « [plan de relance](#) » du gouvernement de 100 milliards d'euros (de 94, en réalité), se partage en trois parts à peu près égales : 36 milliards pour les entreprises, 30 milliards pour éviter l'effondrement social et 28 milliards pour la transition énergétique.

Comme toujours, la com' tord la réalité : les mesures sociales – jeunes¹, chômage partiel, collectivités locales, « Ségur de la santé » – ne sont pas des mesures de relance. Elles vont simplement permettre au pays, qui compte aujourd'hui un million de chômeurs de plus qu'avant le confinement, d'éviter le pire du pire.

Des cadeaux aux entreprises, encore et encore

Surtout, le gouvernement n'a pas pu s'empêcher de faire un énorme cadeau aux entreprises, en baissant les « impôts de production » de 20 milliards d'euros – soit bien plus que la totalité des aides pour les jeunes et les chômeurs (13 milliards en tout).

Les impôts de production, multiples et aux noms barbares (« taxes sur les salaires », « cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises », « contribution sociale de solidarité des entreprises »...) ne sont certes [pas les impôts les plus intelligents du monde](#). Ainsi, la contribution sociale de solidarité des entreprises est versée par les entreprises avant qu'elles aient vendu quoi que ce soit !



Et, comme le démontre Christian Chavagneux, [il n'y a aucun lien](#) entre le montant de ces impôts et la compétitivité des pays. Ainsi, aux Pays-Bas, au Danemark et en Finlande, ces impôts sont plus élevés que chez nous, et pourtant ces pays ont un niveau de vie supérieur au nôtre.

¹ à lire aussi : [Plan « jeunes » du gouvernement : le Medef en rit encore](#)

Et pourquoi donner de l'argent à un acteur économique – les entreprises – sans rien lui demander en retour ? Sur le plan politique, c'est désastreux, après les dizaines de milliards du CICE, les milliards pour Renault, Air France, etc.

Augmenter les minima sociaux, voilà la solution

Bruno Le Maire le sait, puisqu'il a reconnu qu'il « *aurait été beaucoup plus facile politiquement de faire du soutien à la demande* ». Mais, ce faisant, [estime-t-il](#), « *nous n'aurions pas préparé la France aux défis du XXI^e siècle* ». Or le problème n'est pas de préparer la France à quoi que ce soit, mais de permettre à des millions de nos concitoyens de continuer à vivre à peu près dignement.

De ce point de vue là, la solution était simple : augmenter les minima sociaux, comme le demandent des associations depuis des années, à l'image de [Louis Gallois](#), ex-grand patron, devenu président de la Fédération des acteurs de la solidarité.

Si le gouvernement était intelligent, il aurait, par exemple, augmenté de 100 € le revenu de solidarité active, l'allocation adulte handicapé, le minimum vieillesse, etc. L'argent reçu par les personnes aurait été immédiatement dépensé, elles auraient réglé leurs factures en retard, ce qui aurait été bénéfique aux commerces de proximité, grand oubliés du plan de relance.

Et cela aurait certes coûté quelques milliards, mais pas les 20 de cadeau aux entreprises. Mais, on le sait, Emmanuel Macron déteste le « *pognon de dingue* » des aides sociales, alors qu'il permet à notre pays d'éviter, beaucoup mieux qu'ailleurs, [la pauvreté de longue durée](#).

L'écologie de marché comme horizon

Alors certes, heureusement, il y a un peu de vert dans ce plan. Quelques 30 milliards d'euros seront consacrés à la « transition énergétique », même s'il s'agit d'un magnifique enfumage sémantique, puisque notre économie, à l'évidence, n'est engagée dans aucune « transition » vers quoi que ce soit de durable.

Dans le détail, il s'agit de rénover les bâtiments (7 milliards), de développer les trains de nuit et le fret ferroviaire (4,7 milliards pour la SNCF), et de filer quelques cacahouètes aux cyclistes (1 milliard). Mais le problème est que la transition écologique, la vraie, est impossible sans des services publics forts, bien organisés, et en monopole.

L'exemple de la rénovation énergétique le montre : il s'agit d'une question souvent complexe techniquement, suivant la nature du bâtiment, les moyens de chauffage utilisés, etc. Or plutôt que de créer un service public de la rénovation énergétique, le gouvernement invente une usine à gaz : on donne de l'argent aux particuliers, pour qu'ils fassent appel à des boîtes privées qui, trop souvent, bâclent le boulot et se gavent ! Les exemples d'arnaques, d'isolation mal foutues, pullulent dans la presse locale.

Même chose avec le train : comment diable la SNCF, surendettée et dont le service de fret est en état de mort cérébrale, pourrait-elle faire pour investir dans le transport de marchandise alors que l'État, hier « socialiste » et aujourd'hui macronien, l'a plongé, avec l'aide du bras armé de l'Union européenne, dans le grand bain glacé de la concurrence qui lui impose de baisser ses coûts à toute force ?

Un plan com'

En ce moment, Macron ne jure que par la « transition écologique », le « Plan » et autres balivernes, dans un joli hommage intellectuel involontaire à Jean-Luc Mélenchon, premier dirigeant politique national à mettre ces idées en avant, en 2017, dans « [l'avenir en commun](#) ».

Mais, dans la réalité, le gouvernement est déjà bien incapable de gérer le présent ! Il n'a ainsi pas été foutu d'embaucher les assistants d'éducation et de faire les travaux nécessaires dans les classes cet été pour protéger élèves et personnels avant la rentrée. Ni même comme c'est pourtant le cas en Suède, en Belgique et au Portugal de mettre 13 enfants par enseignant en primaire [et pas 19](#)...

Alors que sont les déclarations enflammées de Castex sur ces mesures qui vont rendre la France « *plus écologique, plus compétitive et plus solidaire* » ? Sûrement pas un plan... du vent. •